BNP PARIBAS
La banque d'un monde qui change

# PERSPECTIVES

La parole aux experts sur la transition écologique et sociale

**Trimestriel -** numéro 2 - février 2022 | *sur l'inclusion sociale*

# Accompagner l'esprit d'entreprise pour lutter contre la pauvreté

par **Professor Muhammad Yunus**, Fondateur de la Grameen Bank et lauréat du prix Nobel de la paix (2006)

**Qu'entend-on par « extrême pauvreté » ?**
La Banque mondiale a fixé le seuil d'extrême pauvreté à 1,90 $ par jour pour vivre. Mais dans les faits, cela concerne les personnes qui ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins élémentaires : nourriture, eau, logement, santé. Environ 10 % de la population mondiale vit dans des conditions d'extrême pauvreté, sans filet de sécurité sociale ou autre intervention. Durant la pandémie, beaucoup ont perdu leur emploi, leurs moyens de subsistance ou leur maison et ont basculé dans la pauvreté. Parallèlement, les milliardaires du monde entier se sont enrichis de 7.000 milliards $ en deux ans.

La pauvreté découle de nos systèmes économiques et politiques. Nous devons donc changer de système pour permettre à chacun de sortir de la pauvreté.

**« ENVIRON 10 % DE LA POPULATION MONDIALE VIT DANS DES CONDITIONS D'EXTRÊME PAUVRETÉ, SANS FILET DE SÉCURITÉ SOCIALE OU AUTRE INTERVENTION. »**

**Quel est le rôle des institutions de microfinance comme la Grameen Bank ?**
La microfinance est une activité sociale qui constitue une alternative au système bancaire classique. Nous voulons tourner la page du modèle où tout le monde doit chercher un travail, et au contraire donner à chacun les moyens d'être des entrepreneurs et de servir la société. La finance est essentielle à cet esprit d'entreprise ; elle permet à chacun de jouer un rôle important en tant qu'être humain. Avec la Grameen Bank, je voulais changer la mécanique financière et faire les choses différemment. Nous avons commencé par soutenir les plus vulnérables, les femmes les plus pauvres des villages les plus reculés. Notre ambition est d'écouter les idées, de vaincre la peur, d'encourager, de renforcer la confiance et finalement d'inspirer les autres membres de la communauté.

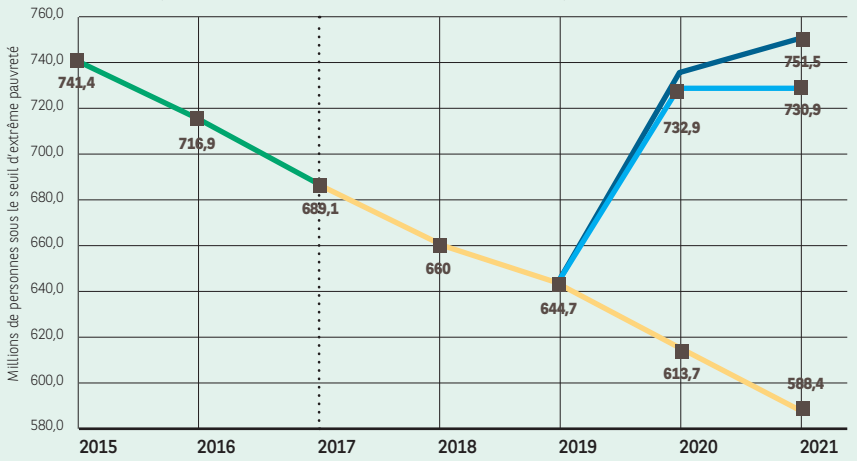
**La pandémie aura-t-elle un impact sur l'inclusion financière ?**
L'Histoire nous donne l'occasion de laisser derrière nous le monde avant la pandémie, de défaire tout ce qui a été fait auparavant, sur le plan économique et environnemental. Si nous voulons changer de cap, nous devons en profiter et prendre une nouvelle direction, en repensant complétement nos systèmes financiers.

## LA TRANSITION SERA JUSTE OU NE SERA PAS

Avec l'urgence climatique, les parties prenantes ont tendance aujourd'hui à considérer l'impact des entreprises principalement en matière environnementale. **Prendre en compte le « S » de social du triptyque ESG est pourtant incontournable pour une transition écologique acceptable**, c'est-à-dire juste et inclusive. De profondes transformations économiques, industrielles et technologiques sont requises pour limiter la hausse de la température à 1,5 °C, comme le recommande la science, et protéger la biodiversité. Cela constitue une véritable révolution industrielle, avec comme corollaire un potentiel impact négatif sur les travailleurs, les communautés locales, les consommateurs et la cohésion sociale. Le Forum économique mondial a d'ailleurs souligné le risque de sous-estimation du délitement social, accentué par la pandémie. Alors que nous sommes à un moment charnière pour l'avenir de notre planète, il est de l'intérêt de tous que les gouvernements, les entreprises et les institutions financières se mobilisent. Qu'ils mettent en œuvre des solutions concrètes pour éviter cet écueil, car il est clair que la transition sera juste ou ne sera pas.

Laurence Pessez, *Directrice de la Responsabilité Sociale et Environnementale de BNP Paribas*

**Nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde**




Sources : Lakner et al. (2020, mis à jour), PovcalNET, Global Economic Prospects

- Évolution historique
- Scénario pré-Covid-19
- Scénario de référence Covid-19
- Scénario pessimiste Covid-19

Au-delà de cet indicateur financier, l'indice de progrès social intègre un éventail plus large de critères sociaux : besoins humains fondamentaux, bien-être, égalité des chances.

**SCANNEZ OU CLIQUEZ SUR CE QR CODE POUR DÉCOUVRIR L'INDICE DE PROGRÈS SOCIAL À TRAVERS LE MONDE**

## Enjeux et limites

# Des critères sociaux de plus en plus décisifs pour les entreprises et les investisseurs

L'inclusion et la diversité sont souvent synonymes d'une meilleure rentabilité et vecteurs d'opportunités pour les investisseurs.

## La diversité, moteur de performances

par **Caroline Courtin,**
Responsable Diversité, Égalité et Inclusion chez BNP Paribas

**Les entreprises prônant l'inclusion et la diversité sous toutes leurs formes sont reconnues comme plus responsables et plus performantes.**

Bien que souvent confondues, la non-discrimination et la diversité sont des concepts assez différents. La non-discrimination est une notion juridique qui s'impose aux entreprises. Celles-ci sont légalement tenues de prendre des décisions (embauche, promotion...) en fonction des compétences professionnelles. Leurs choix ne peuvent dépendre de critères comme le sexe, la couleur de peau, la religion, l'âge, etc. Aux quatre coins du monde, les législateurs et régulateurs sont de plus en plus exigeants en la matière (critères, publication des écarts de rémunération...).

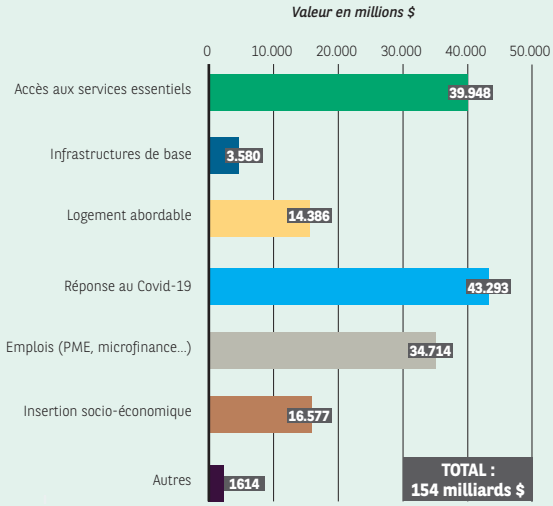
La diversité et l'inclusion ne sont pas des concepts juridiques. Elles reposent sur une politique active souvent fondée sur la responsabilité sociétale des entreprises. Les études prouvent que la diversité et l'inclusion contribuent à une capacité d'innovation supérieure, à une meilleure appréhension des attentes des clients et renforcent l'engagement des collaborateurs. Selon les enquêtes de McKinsey, les différentes formes de diversité étudiées (genrée, ethnique, culturelle...) ont un impact favorable sur les profits opérationnels. Ces dernières années, les investisseurs se sont saisis du sujet et sont de plus en plus attentifs aux politiques d'inclusion des entreprises. Le Nasdaq est ainsi devenu l'année dernière la première Bourse à imposer des exigences en termes de diversité. Pour y être cotées, les entreprises devront compter au sein de leur Conseil d'administration au moins une femme et une personne issue d'une minorité ethnique ou de la communauté LGBTQ+.

## Les obligations sociales: un réel levier d'une croissance inclusive

par **Malika Takhtayeva,**
Sustainable Fixed Income Lead, EMEA chez BNP Paribas Asset Management

La pandémie de Covid-19 a accentué les inégalités dans le monde, provoquant une hausse du chômage et de l'écart de rémunération entre hommes et femmes, tout en mettant en évidence les différences d'accès aux soins de santé et à l'éducation. Les obligations sociales permettent aux entreprises et aux États de financer des solutions à ces problématiques. Les émissions ont ainsi fortement augmenté à 146 milliards $ au premier semestre 2021, soit une hausse de 187 % en un an selon l'Environmental Finance Bond Database.
Par exemple, le Chili a émis une obligation sociale orientée sur l'accès à l'éducation, aux soins de santé essentiels et à un logement abordable ainsi que sur la création d'emplois en finançant des projets à forte intensité de main-d'œuvre dans les régions où le chômage est le plus élevé. Concevoir une obligation purement sociale demeure complexe, car les résultats sont souvent moins évidents qu'avec les investissements verts. On a aussi l'impression que les questions sociales concernent surtout les pays émergents. Pourtant, elles constituent également un défi dans l'UE. Au Portugal, par exemple, le chômage des jeunes est relativement élevé et, selon l'OCDE, seuls 25 % de la population adulte dispose d'un diplôme d'études supérieures. Ce qui limite les perspectives des citoyens et accroît le risque démographique pouvant menacer la viabilité budgétaire à long terme du pays. Enfin, il existe un risque de « social washing », quand un émetteur déforme l'impact d'un projet. Il ne peut être atténué que par une analyse ciblée sur l'impact potentiel de chaque émission. Malgré ces écueils, nous nous attendons à ce que les pouvoirs locaux utilisent de plus en plus les obligations sociales et durables pour relever les défis en matière d'éducation, de santé et de démographie.

## Panorama de la diversité des obligations sociales en 2020




Source : www.bonddata.org

En 2020, les obligations sociales ont permis de mobiliser plus de 154 milliards $. Plus d'un quart du montant a été utilisé pour faire face à l'impact de la pandémie. L'Union européenne (UE) a notamment émis ses premières obligations sociales pour financer les programmes de protection de l'emploi des États membres. Preuve de l'engouement des investisseurs, la demande pour la première émission de l'UE en octobre 2020 avait atteint 233 milliards €, plus de 13 fois le montant émis. Après la percée de 2020, les émissions d'obligations sociales ont ainsi de nouveau progressé en 2021.

**ACCÉDEZ À L'ENSEMBLE DE L'ÉTUDE SUR LES OBLIGATIONS SOCIALES ET DURABLES (EN ANGLAIS) EN SCANNANT OU CLIQUANT SUR CE QR CODE**

Veille réglementaire

# Vers une responsabilisation accrue de tous les acteurs

Qu'il s'agisse des entreprises ou des banques, tenues à un devoir de vigilance, ou des investisseurs, informés par la taxonomie, chaque acteur est responsabilisé dans ses choix sociaux.

## Droits humains : les entreprises responsabilisées

par **Thomas Millet,**
Chargé de mission Droits humains chez BNP Paribas

Du travail des enfants dans les plantations de cacao à l'exploitation des minorités ethniques, les droits humains demeurent encore trop souvent bafoués.

Ces dernières années, de nombreux pays ont décidé de légiférer. Au Modern Slavery Act britannique (2015) et Devoir de Vigilance français (2017) sont venues s'ajouter de nouvelles lois, comme le devoir de vigilance raisonnable en Allemagne (2021). La Commission européenne présentera, de son côté, son projet de directive en 2022. Ces lois responsabilisent les donneurs d'ordre en cas de violations des droits humains par leurs fournisseurs et sous-traitants.

Pour l'industrie financière, la vigilance s'exerce également sur les entreprises clientes. L'implication de l'ensemble des partenaires commerciaux est indispensable pour identifier et cartographier les risques. Les entreprises doivent aussi veiller à développer une expertise interne pour parvenir à détecter les signaux faibles et être en mesure d'agir rapidement. À cette fin, les maîtres mots sont la coopération (partenaires, experts externes, initiatives sectorielles) pour développer les meilleures pratiques et la sensibilisation des collaborateurs.

## La future taxonomie normalisera l'investissement social

par **Jeanne Aing,**
Responsable du SREP et de l'Anticipation réglementaire chez BNP Paribas CIB

La mise en place d'une taxonomie sociale est l'occasion pour l'UE d'établir une norme mondiale de bonnes pratiques sur les aspects sociaux, en encourageant les investissements dans les entreprises socialement responsables et en renforçant les critères que les investisseurs et les entreprises peuvent utiliser pour améliorer la qualité sociale des actifs existants.

Un rapport de la Plateforme pour la finance durable souligne que même si les critères de gouvernance ne sont pas directement inclus dans la taxonomie, ils peuvent avoir un impact tant sur les aspects sociaux qu'environnementaux. Une taxonomie sociale aiderait les investisseurs à identifier les activités qui garantissent un travail décent et favorisent le développement de communautés inclusives et durables ainsi que l'accès aux soins de santé et à un logement abordable. Les secteurs qui ne seraient pas qualifiés de durables feraient face à des implications potentiellement coûteuses. De nombreuses questions demeurent quant à la forme que prendra la taxonomie sociale et son lien avec la taxonomie environnementale. Un nouveau rapport de la Plateforme est attendu pour le premier trimestre 2022, période à laquelle la Commission européenne définira les prochaines étapes.

## Grands principes internationaux et devoir de vigilance

| | |
|---|---|
| THE INTERNATIONAL BILL OF HUMAN RIGHTS | *Normes internationalement reconnues en matière de droits de l'Homme, telles que définies dans la Charte internationale des droits de l'Homme, 1948* |
| United Nations Global Compact | *Les dix principes du Pacte mondial des Nations unies, 2000* |
| GUIDING PRINCIPLES ON BUSINESS AND HUMAN RIGHTS | *Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme, 2011* |
| OECD GUIDELINES FOR MULTINATIONAL ENTERPRISES | *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, 2011* |
| International Labour Organization | *Principes et droits fondamentaux au travail établis par l'Organisation internationale du travail, 2013* |
| SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS | *Les objectifs de développement durable des Nations unies, 2017* |

Les entreprises sont tenues de respecter un ensemble de réglementations de plus en plus étendues en matière de droits sociaux et humains. Dans un nombre sans cesse croissant de pays, cela ne concerne pas seulement leur impact direct, mais aussi l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement. Une entreprise devient ainsi légalement responsable des agissements d'un fournisseur peu scrupuleux. Ce devoir de vigilance fait aujourd'hui partie des priorités de la Commission européenne. À noter que même si le devoir de vigilance cible surtout les grandes entreprises, les PME sont aussi concernées via leurs relations commerciales avec de plus grands groupes.

Les acteurs de la transition

# L'inclusion et la diversité infusent progressivement tous les secteurs

Du développement immobilier aux plateformes numériques en passant par le système bancaire, l'ensemble de l'économie doit s'engager dans l'inclusion sociale.

## Les clés de l'indépendance financière

par **Marie Degrand-Guillaud,**
Directrice générale déléguée de Nickel

Même dans nos sociétés occidentales, l'inclusion financière demeure une réelle problématique. Selon le Findex, un adulte sur cinq ne dispose ainsi pas de carte de paiement dans les pays développés. Un enjeu d'autant plus crucial que l'inclusion financière est une composante majeure de l'inclusion sociale pour accéder à un emploi (recevoir un salaire), à un logement (virements), aux soins de santé (paiements numériques)... Les fintechs et solutions mobiles permettent d'améliorer l'accessibilité à ces services bancaires de base. Les exemples sont nombreux et mondiaux. Que ce soit aux États-Unis avec Chime ou dans un pays comme le Brésil, avec Nubank, ces nouvelles néobanques confortent leur rôle d'acteur clé de l'inclusion financière. La complexité que peut parfois représenter la gestion d'un compte ou l'accès au crédit fragilise aussi les plus vulnérables. C'est pourquoi Nickel, qui compte aujourd'hui 2,4 millions de clients, a choisi la proximité en collaborant avec les buralistes en France, les distributeurs de loterie en Espagne ou les libraires en Belgique. En adoptant un langage courant, un ton décontracté et des parcours simples, la fintech permet à chacun de mieux appréhender le fonctionnement de son compte courant, la clé pour vivre librement sa vie.

> « LES FINTECHS ET SOLUTIONS MOBILES PERMETTENT D'AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES BANCAIRES. »

## L'accès aux technologies au cœur de l'inclusion sociale

par **Pamela Hegarty,**
Gestionnaire de Portefeuilles Sénior chez BNP Paribas Asset Management

**Garantir un accès équitable aux nouvelles technologies est essentiel pour que personne ne soit laissé de côté.**

Les nouvelles technologies améliorent l'accès à l'éducation, aux services financiers et aux soins de santé. Les portefeuilles numériques permettent ainsi aux exclus du système bancaire d'accéder directement à leur salaire, de faire des achats en ligne ou d'obtenir des microprêts. La technologie blockchain permet aux travailleurs migrants d'envoyer des fonds à leur famille à moindres frais, la télésanté peut fournir des soins médicaux dans les régions rurales et l'intelligence artificielle (IA) est utilisée pour identifier des nouveaux traitements pour les maladies orphelines. L'IA peut aussi servir à promouvoir une croissance inclusive. Par exemple, une grande société de services informatiques a créé un système qui aide les entreprises à analyser leurs données en matière de recrutement, de rémunération et de performances afin d'identifier et d'éliminer les préjugés sexistes. La fracture numérique a donc un impact sur l'accès à des services vitaux tels que le transfert de fonds, les informations médicales, les contenus éducatifs ou les opportunités d'emploi. Pour éviter qu'elle ne s'élargisse, les politiques, les entreprises et les ONG doivent œuvrer ensemble pour garantir un accès équitable au services technologiques et lutter contre l'illectronisme.

## Immobilier, ville du quart d'heure et cohésion sociale

par **Thierry Laroue-Pont,**
CEO de BNP Paribas Real Estate

**Le secteur immobilier fait face au double défi de la multiplicité et de la flexibilité des usages. La co-conception est une piste prometteuse pour relever ces enjeux.**

Les zones monofonctionnelles font partie du passé. Aujourd'hui, les nouveaux quartiers doivent intégrer des bureaux, des commerces, des services, des espaces verts et des logements. Ces derniers doivent répondre à différents besoins : propriété et location, maisons familiales, logements sociaux, résidences pour étudiants et personnes âgées... Tout un chacun doit ainsi pouvoir habiter, travailler, s'approvisionner, se soigner, se cultiver, s'instruire et se détendre à moins de 15 minutes à pied ou à vélo. Cette ville du quart d'heure est à la fois vertueuse sur le plan environnemental, plus diversifiée et plus inclusive en favorisant le partage et la cohésion sociale.

À l'avenir, chaque projet de développement immobilier devra donc être plus mixte. Un immeuble inclura par exemple un socle actif de commerces, notamment axé sur l'économie sociale et solidaire, un hub avec toutes les solutions de mobilité partagées (covoiturage, vélo électrique, bornes de recharge, atelier de réparation...), des logements de divers types, des espaces de coworking et de nombreux espaces extérieurs privatifs et mutualisés. Le second défi est la flexibilité. Les usages et besoins sont en pleine évolution (télétravail, consommation locale...), les espaces devront donc être réversibles et adaptatifs.

Pour relever ces défis, le développement immobilier devra de plus en plus s'inscrire dans une démarche de co-conception associant utilisateurs, investisseurs, promoteur, autorités et citoyens.

## La coopération est indispensable pour une transition juste

par **Eva Meyer,** Directrice de l'Engagement d'entreprise chez BNP Paribas Allemagne

La transition de l'industrie vers un modèle plus écologique a un impact majeur pour les communautés locales et l'économie. Une transition juste passe par davantage d'investissements, de formations et de dialogue social.

En Allemagne, le gouvernement a débloqué 40 milliards € pour atténuer l'impact social de l'abandon du charbon et a dépensé 16,3 milliards € pour financer des projets alternatifs dans les régions minières. La principale leçon est qu'une transition réussie nécessite du temps, une vision claire et des ressources adaptées. La codétermination, qui permet aux travailleurs de participer aux décisions de l'entreprise, a facilité la recherche de solutions en matière de protection sociale et de reconversion.

**40**
**milliards €**

**est le montant débloqué par le gouvernement allemand pour atténuer l'impact social de l'abandon du charbon.**

Des investissements sont nécessaires pour soutenir les entreprises des secteurs à forte intensité de carbone (exploitation minière, construction, automobile...) et créer des emplois dans l'économie verte. Ils doivent promouvoir les projets transversaux et locaux, accompagner les grandes entreprises mais aussi les PME et les startup. Dans le cadre d'une transition juste, les banques doivent collaborer avec les parties prenantes au niveau régional afin de répondre à des besoins divers, comme le financement de mesures climatiques locales. Elles doivent aussi s'engager auprès des autorités pour favoriser un environnement réglementaire adapté et promouvoir l'innovation.

## La microfinance a déjà fait ses preuves dans les pays émergents

par **Alain Levy,** Responsable microfinance et entrepreneuriat social pour les Amériques et l'Asie chez BNP Paribas

La microfinance joue un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté et l'émancipation des femmes dans les pays émergents. Les microcrédits, de 390 euros en moyenne pour les institutions soutenues par BNP Paribas, sont indispensables au lancement de nombreuses activités entrepreneuriales. Selon une étude réalisée au Bangladesh, les dépenses des ménages ayant bénéficié d'un microcrédit ont progressé de 34,6 % en 7 ans. La majorité des emprunteurs étaient des femmes qui ont ainsi pu davantage contribuer aux besoins du foyer. Les taux d'intérêt (20 % et plus) sont souvent décriés, mais ils s'expliquent par l'importance de l'accompagnement individuel hebdomadaire, le faible montant du crédit et les taux de pertes en l'absence de garanties. BNP Paribas finance notamment 7 IMF - suivies avec FIC (Financial Institutions Coverage) - qui permettent d'accompagner 176.000 bénéficiaires dans les pays émergents.

## Le microcrédit en Europe rend l'entrepreneuriat inclusif

par **Claudia Belli,** Responsable des Relations avec la Société Civile et de l'Inclusion Financière chez BNP Paribas

Les institutions de microfinance (IMF) fournissent des financements et un mentorat essentiels aux entrepreneurs non traditionnels. PerMicro en Italie, MicroLux au Luxembourg, Microstart en Belgique et l'Adie en France soutiennent ceux qui ont besoin de prêts, mais sont exclus du système bancaire par manque d'expérience ou d'expertise. Orienter ces clients vers les IMF génère un rendement à la fois financier et social. 64 % des entreprises soutenues par l'Adie sont toujours viables après trois ans et 84 % des personnes financées trouvent un emploi ou créent une entreprise. En ce qui concerne PerMicro, chaque entreprise génère en moyenne 1,2 emploi, avec 44 % de femmes entrepreneurs, 60 % de jeunes et 26 % de migrants. Pour accroître l'inclusion, davantage de banques devraient financer les IMF et les entreprises pourraient proposer leurs salariés de devenir mentors.

## Les nouvelles économies exigent des financements intelligents

par **Anthony Kelly,** Anthropologiste numérique à l'Atelier BNP Paribas

Les nouvelles économies numériques offrent de nombreuses opportunités. La croissance dans certains domaines est explosive. Pour faire face aux interactions et tensions croissantes avec l'économie classique, les institutions devront reconnaître des formes alternatives de création de valeur qui caractérisent ces économies. Le tableau devient plus complexe si l'on considère les économies qui n'ont pas encore pris pleinement forme mais que l'on voit poindre à l'horizon, notamment celles fondées sur la santé, la biologie et les écosystèmes. Toutefois, l'émergence de la syndicalisation parmi les « gig workers » et les « influenceurs » (Plus d'informations ici) devrait contribuer à garantir le respect du droit du travail. Cela s'inscrit dans un mouvement plus large visant à reclasser ces « nouveaux » travailleurs et à leur garantir les mêmes protections que celles dont bénéficient les salariés dits traditionnels.

Solutions de demain

# De nouvelles solutions technologiques et financières au service de l'inclusion sociale

En matière sociale, l'innovation permet de rapprocher les entreprises (financières), investisseurs et consommateurs.

## L'expertise financière comme accélérateur d'innovation sociétale

par **Maha Keramane,**
Head of Positive Impact Business Accelerator chez BNP Paribas

Un contrat à impact est un dispositif tripartite : des investisseurs, une organisation sociale (ou environnementale) et un tiers payeur. La fondation Apprentis d'Auteuil y a eu recours pour un projet visant à éviter le placement d'enfants en situation de précarité. Il consiste à offrir aux familles une période de sécurité matérielle et un accompagnement afin de leur permettre de se reconstruire et de trouver des solutions pérennes. La fondation peut le mener à bien sans en supporter le risque financier. Les fonds nécessaires ont en effet été apportés par des investisseurs, dont BNP Paribas. Et le remboursement ainsi que la prime éventuelle seront versés par les pouvoirs publics (tiers payeur) en fonction de la réalisation de résultats d'impact : le nombre de placements évités un an après la fin de l'accompagnement. Pour les pouvoirs publics, l'intérêt du contrat à impact est double : une intervention plus efficace pour les familles et des économies budgétaires, le coût annuel du projet étant cinq fois moins important qu'un placement. Pour les investisseurs, l'avantage est de maximiser l'impact en pouvant mobiliser le capital à plusieurs reprises. Le contrat à impact est enfin très adaptatif (problématique sociétale, véhicule, participants...) et de plus en plus utilisé. En trois ans, le nombre total de contrats à impact dans le monde a augmenté de plus de 25 % selon Brookings Institution.

## Le numérique au bénéfice de l'inclusion

**Intelligence artificielle, numérique, big data, les nouvelles technologies ouvrent des perspectives inédites aux acteurs de l'inclusion sociale.**

par **Natacha Baumann,**
Responsable de la stratégie des données chez BNP Paribas Personal Finance

L'inclusion financière devient une priorité de plus en plus grande pour les institutions du monde entier, car la proportion de clients vulnérables et défavorisés augmente. Via sa filiale RCS, fournisseur de services financiers en Afrique du Sud, BNP Personal Finance développe une gamme de produits, des modèles de notation basés sur des données, ainsi que des modèles de financement et d'obligations sociales. L'objectif est d'élargir l'accès aux services financiers à un plus grand nombre de clients, quel que soit leur profil socio-économique. Ce projet prend tout son sens en raison de la maturité financière et numérique de l'Afrique du Sud ainsi que des défis sociaux et économiques locaux. Les résultats seront pris en compte pour la stratégie globale d'inclusion financière. La méthodologie est reproductible et le projet a déjà été étendu au Royaume-Uni.

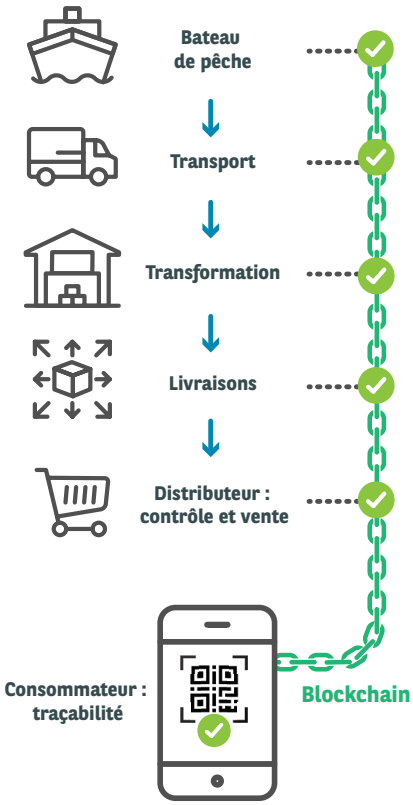
par **Nathalie Doré,**
Directrice Impact et Innovation chez BNP Paribas Cardif

Les solutions numériques jouent un rôle grandissant en matière d'intégration. En France, la start-up Tangata aide les personnes en situation de handicap à accéder à des loisirs adaptés. Elle leur facilite aussi l'accès à l'emploi en accompagnant les entreprises dans leur politique d'inclusion grâce à l'agrégation et au référencement de services en ligne de qualité. En Amérique latine, BNP Paribas Cardif développe avec des partenaires une plateforme de santé (prévention et accès aux soins) utilisant l'intelligence artificielle. Par exemple, en répondant à quelques questions sur mobile, les assurés peuvent obtenir un prédiagnostic immédiat. L'assureur a aussi développé un écosystème de services afin de permettre aux personnes souscrivant une assurance chômage d'accéder à des formations et services pour rester actif et intégré dans la société.

## La technologie blockchain au service du respect des droits humains

Surtout connue du grand public pour être à la base des cryptomonnaies, la technologie blockchain offre de nombreux autres débouchés, tout particulièrement en matière de traçabilité. Elle permet d'enregistrer tout le parcours d'un produit depuis la matière première.

Les acheteurs peuvent ainsi s'assurer de l'origine d'un produit et vérifier l'identité de tous les intermédiaires. Ce qui répond tant aux besoins de transparence des consommateurs que de contrôle des entreprises. Ces dernières peuvent ainsi s'assurer que toute leur chaîne d'approvisionnement respecte les droits sociaux et humains des travailleurs et des citoyens.



# La finance durable au service de l'impact social

De plus en plus d'entreprises, États et institutions recourent aux financements durables pour renforcer leur structure financière et leur impact sur la société.

## Premier financement ESG par Samsung Card en Corée du Sud

Samsung Card - l'une des principales sociétés de crédit à la consommation de Corée du Sud - a réalisé son tout premier financement ESG, une titrisation sociale d'encours de cartes de crédit d'un montant de 300 millions $. BNP Paribas était le conseiller ESG pour cette transaction qui a été finalisée en mars 2021. L'utilité sociale des titres est conforme aux règles du cadre de financement durable de Samsung Card, qui couvre l'émission d'obligations vertes et sociales. Elle mobilisera ainsi une partie des fonds levés par la titrisation pour soutenir des initiatives visant à accroître la création et le maintien d'emplois. Nombre de PME, qui représentent 90 % des entreprises sud-coréennes, ont en effet souffert des confinements liés à la pandémie. Une autre partie des fonds sera orientée vers l'accès à des services essentiels. Dans ce cas, il s'agit de programmes d'inclusion financière qui offrent des services de prêt aux personnes et aux entreprises qui n'ont pas accès au système bancaire. Les directeurs financiers apprécient de pouvoir diversifier les financements. *« Comme la classification sociale des titres correspond aux mandats de nombreux fonds ESG, l'entreprise est en mesure d'accéder aux capitaux de ce secteur d'investissement »*, explique Chaoni Huang, responsable des marchés des capitaux durables de la zone Asie-Pacifique chez BNP Paribas.

**300**
**millions de dollars**

**est le montant du tout premier financement ESG réalisé par Samsung Card.**

## Le *Fonds du Logement Bruxelles* s'initie à la finance durable

Afin de favoriser l'accès au logement pour les familles bruxelloises à revenus moyens et modestes, le Fonds du Logement a sollicité un financement de 100 millions € pour son programme d'octroi de crédits hypothécaires de 2021. Il souhaitait aussi mettre en place un cadre de financement durable. Catherine Scheid, Directrice générale du Fonds du Logement, souligne que *« cette nouvelle orientation financière s'aligne pleinement avec notre mission sociale »*. BNP Paribas Fortis lui a accordé son premier prêt à vocation sociale, d'un montant de 40 millions €, en novembre 2021. Afin de faciliter la levée de financements sous la forme de crédits bancaires sociaux, le Fonds du Logement a établi, avec le soutien de BNP Paribas Fortis en tant que sustainability-coordinator, un cadre clair pour l'évaluation et la sélection de projets sociaux éligibles, l'allocation et la gestion des fonds empruntés, ainsi que pour le reporting. *« Avec ce nouveau cadre de financement, le Fonds du Logement s'engage pour une finance à plus-value sociale et apporte sa contribution aux objectifs de développement durable »*, précise Catherine Scheid. Ce nouveau cadre l'aidera à engendrer un impact positif grâce au financement et/ou au refinancement de projets ayant un effet bénéfique dans le domaine des crédits hypothécaires.

**« AVEC CE NOUVEAU CADRE DE FINANCEMENT, LE FONDS DU LOGEMENT S'ENGAGE POUR UNE FINANCE À PLUS-VALUE SOCIALE ET APPORTE SA CONTRIBUTION AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE. »**

## Le Pérou émet ses premières obligations durables

La République du Pérou met en œuvre un plan de relance, consécutif à la crise du coronavirus, prévoyant notamment un financement accru des mesures environnementales et sociales afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens. Dans le cadre de ce processus ambitieux, le Pérou a fait ses débuts sur les marchés des capitaux durables en octobre 2021 avec deux émissions obligataires, une première de 2,25 milliards $ à 12 ans et une seconde de 1 milliard $ à 50 ans. Il s'agit des premières émissions effectuées par le Pérou dans le cadre son nouveau programme d'obligations durables, qui vise à promouvoir l'égalité et la gestion responsable des ressources naturelles. Les projets sociaux éligibles sont conformes aux principes des obligations sociales de l'International Capital Markets Association : soutien aux populations vulnérables, accès à un logement abordable, à l'éducation et aux soins de santé essentiels, et soutien aux micro-, petites et moyennes entreprises. *« Les pays d'Amérique latine reconnaissent l'utilité et la flexibilité de la finance durable pour mener à bien des initiatives sociales et environnementales cruciales face à la crise »*, souligne Monica Hanson, Head of Official Institutions Coverage Americas chez BNP Paribas. En novembre, le Pérou a également émis une première obligation sociale pour un montant d'un milliard € afin d'élargir sa base d'investisseurs ESG. Pedro Francke, ministre de l'Économie : *« c'est la première fois que le Pérou émet des obligations durables et nous rejoignons ainsi les pays qui réalisent ce type d'émission. Les levées de fonds réalisées grâce à cet outil permettront de financer des projets et des dépenses qui génèrent des impacts positifs sur l'environnement et favorisent un accès équitable et de qualité aux soins de santé, au logement et à l'éducation. »*

## Pour aller plus loin

# De nouveaux modèles d'entreprises

En tant qu'acteur engagé, BNP Paribas soutient les entrepreneurs de demain et les initiatives qui font la différence.

## Entrepreneuriat à impact : un modèle qui s'étend à toute l'économie

par **Raphaele Leroy,**
Directrice de l'Engagement d'entreprise chez BNP Paribas, Banque Commerciale en France

Face aux urgences sociales et environnementales, toutes les entreprises peuvent s'inspirer des entrepreneurs à impact. Un entrepreneur à impact social ou écologique crée son entreprise et innove avec l'intention de résoudre des problèmes de société. Face aux défis actuels, cette façon d'entreprendre a le vent en poupe et permet de mettre en lumière les meilleures pratiques pour accélérer la transition. Une démarche que BNP Paribas soutient via le programme Act for Impact qui accompagne 2200 entrepreneurs. Notre ambition est que l'entrepreneuriat à impact devienne le nouveau modèle. Les entreprises « classiques » sont de plus en plus nombreuses à s'emparer des enjeux ESG. En France, 9 sur 10 mènent des actions dans ce sens : rénovation énergétique, limitation des déchets, égalité hommes-femmes, offre à impact positif… Mais seulement 26 % des PME ont une feuille de route structurée. Les enjeux ESG deviennent pourtant cruciaux au regard de la transformation de l'économie et des pressions multiples : clients, salariés, talents, réglementations. La première étape est de poser un diagnostic pour ensuite définir une stratégie adaptée à son secteur et à sa culture et enfin, établir un plan d'actions concrètes contribuant positivement à l'ensemble de son écosystème. Pour accompagner nos clients, nous développons les financements à impact dont le taux est bonifié si des objectifs sociétaux sont atteints.

## Un nouveau front commun des entreprises contre les inégalités

par **Jeremy Daumard,**
Chief of Staff – Direction de l'Engagement d'entreprise chez BNP Paribas

Pour favoriser l'émergence de modèles de croissance plus inclusifs, les entreprises se retrouvent autour de coalitions telles que Business For Inclusive Growth (B4IG). Une part de la population reste aujourd'hui encore à la marge des modèles de croissance économique. Favoriser une croissance inclusive, cela signifie permettre à ces personnes de contribuer et de bénéficier de cette création de valeur. Ce qui implique avant tout de lever les obstacles à l'inclusion économique auxquels elles sont confrontées.

Afin d'accélérer l'intégration de ces enjeux, 34 grandes entreprises se sont regroupées en 2019 au sein de B4IG aux côtés de l'OCDE et d'autres organisations publiques internationales. Leur ambition est de définir et de promouvoir des normes communes, de bonnes pratiques ainsi que des mécanismes de financement adaptés à ces problématiques.

La coalition a pour objectif d'élaborer des cadres de référence et un écosystème de solutions guidant l'action des décideurs économiques et politiques pour une dizaine de thèmes. En novembre dernier, B4IG a ainsi proposé 8 indicateurs clés pour la prise en compte des défis sociaux de la transition énergétique. Début 2022, elle publiera des guides relatifs aux politiques d'achat inclusives et à la promotion de la diversité des origines en entreprise.

## Engagements sociaux de BNP Paribas

- Le Code de conduite du groupe BNP Paribas
- La Déclaration relative aux droits de l'Homme de BNP Paribas
- La Charte RSE des fournisseurs de BNP Paribas
- La Charte des relations commerciales responsables de BNP Paribas
- L'Accord droits fondamentaux et socle social mondial de BNP Paribas.

**SCANNEZ OU CLIQUEZ SUR CE QR CODE POUR DÉCOUVRIR LES PUBLICATIONS RELATIVES AUX ENGAGEMENTS DE BNP PARIBAS**

BNP Paribas est aussi signataire de l'Engagement pour l'inclusion et la santé financières lié aux Principes pour une banque responsable. Cet engagement rassemble un groupe pionnier de banques assumant un rôle de leader dans l'action en faveur de l'inclusion et de la santé financières de tous les individus.

Ces banques s'engagent à mobiliser leurs collaborateurs, leur offre de produits et services ainsi que leurs partenaires en vue de :

- promouvoir **l'inclusion financière** universelle, et
- favoriser le développement d'un secteur bancaire soutenant la **santé financière** de tous les clients.

Les signataires sont tenus de fixer des objectifs en matière d'inclusion et de santé financières et de rendre compte annuellement de leurs progrès.

**Exclusion de responsabilité** • Cette publication a été réalisée par BNP Paribas à titre informatif uniquement. Les opinions exprimées sont des points de vue personnels et BNP Paribas ne peut être tenu pour responsable de toute conséquence résultant de leur utilisation. Bien que les informations aient été obtenues de sources que BNP Paribas considère comme fiables, elles n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. Les informations et opinions fournies ne constituent pas une recommandation, une sollicitation ou une offre de BNP Paribas ou de ses partenaires, et ne doivent pas être considérées comme un conseil en matière d'investissement, de fiscalité, de droit, de comptabilité ou autres.
*© BNP PARIBAS. Tous droits réservés.*

BNP PARIBAS
La banque d'un monde qui change